

# DIRECTION DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Département de l'Emploi et des Revenus d'Activité  
Section "Synthèse et Conjoncture de l'Emploi"

NOTE

Dossier suivi par :  
Emmanuelle NAUZE-FICHET  
Tél. : 01.41.17.38.01  
Fax : 01.41.17.61.63  
Messagerie : emmanuelle.nauze-fichet@insee.fr

Paris, le 9 novembre 2000  
N° 234 /F204/ENF

## Conseil d'Orientation des Retraites Groupe de travail « Age et Travail »

**Objet : Perspectives d'évolution de la population active à l'horizon 2010**

(Note de présentation pour la séance du 16 novembre 2000)

*L'objet de cette note est d'éclairer les perspectives d'évolution de la population active à l'horizon 2010, compte tenu des nombreuses incertitudes, notamment celles sur le contexte économique futur et l'influence de ce dernier sur les comportements d'activité.*

*La population active est ici entendue au sens large (au sens du recensement et y compris préretraités et dispensés de recherche d'emploi de moins de 60 ans). Cette définition vise à appréhender les ressources potentielles en main d'oeuvre.*

*La note propose des ordres de grandeur et éléments de réflexion en attendant la révision des projections officielles de population active, sur la base des résultats du dernier recensement de population (datant de mars 1999).*

## Perspectives d'évolution de la population active à l'horizon 2010

---

*Si les tendances démographiques et d'activité observées jusqu'en 1995 se poursuivaient, la population active commencerait à diminuer à partir de 2006, du fait de l'arrivée à l'âge de 60 ans des premières générations de l'après-guerre. Néanmoins, sur les années récentes, les comportements d'activité des plus jeunes et des plus âgés se seraient éloignés de ces tendances. Pour les premiers, l'explication résiderait dans l'arrêt de la hausse des taux de scolarité et dans la progression (modérée) des situations mêlant formation initiale et activité professionnelle. Pour les seconds, l'effet pourrait résulter en partie de la réforme du régime général de retraite décidée en 1993.*

*Ces observations issues des enquêtes Emploi demandent à être confirmées par les résultats du recensement de la population de 1999. Ils invitent néanmoins à envisager l'hypothèse, pour l'avenir, d'une inflexion dans les comportements d'activité. L'amélioration de la situation du marché du travail depuis fin 1996, avec une reprise soutenue des créations d'emploi et une baisse ininterrompue du chômage depuis mi-1997, pourrait en effet susciter une plus forte participation à l'activité. On peut ainsi envisager, en supposant que la croissance économique se poursuive à un rythme élevé, que la baisse de la population active attendue en 2006 soit reportée à un terme ultérieur. Ainsi, à l'horizon 2010, selon la plus ou moins forte remontée des taux d'activité ou du recours à l'immigration (en réponse par exemple aux pénuries sectorielles de main d'oeuvre), l'offre de travail potentielle pourrait atteindre voire dépasser 28,5 millions de personnes, contre 27,8 millions dans l'hypothèse d'une prolongation des tendances d'activité passées.*

---

Si tout se passait sans rupture ni retournement, ni pour le solde migratoire, ni dans les comportements d'activité, alors la population active commencerait à diminuer à partir de 2006, du fait de l'arrivée à l'âge de 60 ans des premières générations de l'après-guerre. C'est ce qu'illustre la projection centrale de population active publiée en 1996 par l'INSEE<sup>1</sup> (Brondel et al., 1996). Cette dernière est fondée sur une prolongation raisonnée des comportements démographiques et d'activité observés sur la période 1968-1995. Elaborée dans un contexte de montée tendancielle du chômage, elle retrace une croissance ralentie de la population active au cours des six prochaines années, suivie d'une diminution à partir de 2006.

Cette projection tendancielle de population active ne permet pas, par construction, d'envisager d'éventuelles ruptures par rapport aux tendances passées. Or, de telles ruptures pourraient affecter les comportements d'activité futurs, compte tenu des perspectives envisageables d'une amélioration durable de l'emploi mais aussi dans l'optique d'une éventuelle réforme en matière de retraite.

D'ores et déjà, les résultats des dernières enquêtes Emploi s'écartent de la tendance, puisqu'ils retracent une baisse plus faible que prévue des taux d'activité pour les plus jeunes et les plus âgés. Pour les premiers, elle s'expliquerait par un tassement des taux de scolarité et par une légère augmentation des situations de chevauchement entre emploi et formation initiale. Pour les seconds, elle pourrait résulter d'un report de départs en retraite, suite à la mise en oeuvre de la réforme du régime général décidée en 1993. La prise en compte de ces deux éléments conduira à l'élaboration d'un scénario central actualisé, en attendant la révision des projections sur la base des résultats du dernier recensement.

Par ailleurs, le maintien d'une croissance soutenue de l'emploi dans les années à venir pourrait engendrer, par un effet de flexion<sup>2</sup>, une augmentation encore plus forte de la participation au marché du travail. La faiblesse particulière des taux d'activité français des 15-24 ans et des 55-64 ans, comparés à ceux des autres pays de l'OCDE, illustre les marges existantes pour une telle augmentation. Les pénuries de main d'oeuvre constatées dès aujourd'hui dans certains secteurs économiques sont par ailleurs susceptibles d'engendrer un recours plus important à l'immigration.

---

<sup>1</sup> Les résultats publiés en 1996 étaient le fruit d'un travail collectif mené dans le cadre d'un groupe de travail inter-administratif comprenant notamment le CGP (Commissariat Général du Plan), la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques du Ministère du Travail) et l'INSEE.

<sup>2</sup> En période de montée du chômage, certaines personnes peuvent se retirer du marché du travail ou renoncer à s'y présenter par découragement, d'où une baisse des taux d'activité. Inversement, en période de croissance soutenue de l'emploi, de nouvelles personnes peuvent être attirées sur le marché du travail, d'où une hausse des taux d'activité.

## **La projection tendancielle de population active publiée en 1996** (Rappel des hypothèses et des principaux résultats)

La projection centrale de population active publiée en 1996 par l'INSEE se basait, d'une part, sur un scénario central de projection démographique et, d'autre part, sur un scénario central de projection de taux d'activité. Elle s'appuyait sur les tendances observées sur la période 1968-1995. La population active y est par ailleurs entendue au sens large<sup>3</sup>.

Le contexte démographique retenu est d'abord celui d'une stabilisation progressive de la fécondité. Celle-ci diminuerait progressivement jusqu'à 1,8 enfant en moyenne pour les générations de femmes nées après 1982 (contre 2,1 pour les générations de femmes nées entre 1950 et 1955). Le solde migratoire se maintiendrait par ailleurs après 1995 (année de base des projections) au niveau moyen observé entre les recensements de 1975 et de 1990 (+ 50 000 personnes par an).

En matière d'activité, l'hypothèse était, pour les 15-24 ans, celle d'une progression de plus en plus ralentie de la scolarisation, d'où une stabilisation rapide des taux d'activité après une baisse sensible entre 1995 et 2000. Entre 25 et 54 ans, les taux d'activité des hommes étaient supposés rester à peu près constants, aux alentours de 95 %, alors que les taux d'activité des femmes continueraient à augmenter sensiblement pour se rapprocher, sans les atteindre, des taux masculins (86 % en 2010, ...87 % en 2040). Enfin, au-delà de 55 ans, on supposait que les taux d'activité à chaque âge allaient continuer à diminuer à un rythme de plus en plus ralenti, sauf pour les femmes âgées de 55 à 59 ans, dont les taux d'activité augmenteraient pour se rapprocher de ceux des hommes (*tableau 1*).

**Tableau 1 : Evolution projetée (\*) des taux d'activité selon le scénario tendanciel**

(en %)	1.1.1995	1.1.2000	1.1.2006	1.1.2010
<b>Hommes :</b>				
15-24 ans	34,7	28,7	28,0	27,9
25-54 ans	95,4	95,2	95,2	95,2
55-64 ans	47,6	48,1	52,5	46,8
dont : 55-59 ans	78,9	78,6	78,3	78,1
60-64 ans	16,4	15,1	16,7	15,0
<b>Femmes :</b>				
15-24 ans	28,5	23,9	23,9	23,9
25-54 ans	79,5	82,3	84,6	85,6
55-64 ans	32,7	34,6	40,1	37,3
dont : 55-59 ans	52,8	55,9	59,6	61,8
60-64 ans	13,8	12,9	13,7	12,6
<b>Hommes et femmes :</b>				
15-24 ans	31,6	26,4	26,0	25,9
25-54 ans	87,4	88,7	89,8	90,3
55-64 ans	39,9	41,2	46,2	41,9
<b>15-64 ans</b>	<b>68,6</b>	<b>69,5</b>	<b>69,5</b>	<b>68,3</b>

Source : Insee-Dares- Activité au sens large (voir note 3) au sein de la population de 15 à 64 ans

(\*) Le tableau présente les résultats synthétiques des projections, ces dernières ayant été réalisées sur la base des tendances dégagées par tranches d'âge plus détaillées.

Selon les projections issues du scénario central, la population active devrait continuer à augmenter jusqu'à la fin de 2005, atteignant 27,9 millions de personnes au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (après 26,3 millions début 1995 et 27,1 millions début 2000). Cette progression se ferait néanmoins à un rythme ralenti : + 132 000 personnes par an sur la période 2000-2006 après + 163 000 personnes par an entre 1995 et 2000.

<sup>3</sup> Le concept d'activité considéré n'est pas le concept au sens du Bureau International du Travail (BIT). Il vise à appréhender les ressources potentielles en main d'oeuvre. La population active au sens large inclut ainsi l'ensemble des individus qui se déclarent spontanément actifs aux enquêtes. Elle intègre par ailleurs les préretraités et les dispensés de recherche d'emploi de moins de 60 ans. Les personnes touchées par ces mesures, de nature administrative et conjoncturelle, sont en effet considérées comme des actifs potentiels. Lors de la prochaine révision des projections de population active, sur la base des résultats du recensement de population de mars 1999, des résultats aux normes internationales (selon le concept d'activité du BIT) seront disponibles.

A partir de 2006, l'arrivée à l'âge de 60 ans des premières générations de l'après-guerre induirait une baisse de la population active. Le volume d'actifs commencerait alors à diminuer entre 2006 et 2010 au rythme de - 19 000 personnes par an. Le nombre total d'actifs potentiels s'établirait ainsi à 27,8 millions début 2010 (*tableau 2*).

**Tableau 2 : Evolution projetée de la population active selon le scénario tendanciel**

	Population active au 1 <sup>er</sup> janvier (millions)				Variation annuelle moyenne (milliers)		
	1995	2000	2006	2010	1995-2000	2000-2006	2006-2010
<b>Ensemble</b>	<b>26,3</b>	<b>27,1</b>	<b>27,9</b>	<b>27,8</b>	<b>+ 163</b>	<b>+ 132</b>	<b>- 19</b>
Hommes	14,4	14,6	14,7	14,6	+ 30	+ 30	- 43
Femmes	11,8	12,5	13,1	13,2	+ 133	+ 102	+ 25
15-24 ans	2,5	2,0	2,0	2,0	- 100	- 2	- 1
25-54 ans	21,3	22,6	22,4	22,3	+ 267	- 33	- 31
55-64 ans	2,3	2,3	3,3	3,3	0	+ 170	+ 13
65 ans et +	0,1	0,1	0,1	0,1	- 4	- 3	- 1

Source : Insee-Dares - Activité au sens large (*voir note 3*) au sein de la population de 15 ans et plus (y.c. les plus de 64 ans)

Cette trajectoire de la population active et, notamment, le retournement après 2006, ont essentiellement pour origine des facteurs démographiques. Elle s'explique par le vieillissement des générations nombreuses de l'immédiat après-guerre auxquelles ont succédé les générations moins nombreuses nées après 1975.

A côté de l'effet démographique, l'impact des comportements d'activité apparaît extrêmement limité, comme l'illustre la faible diminution du taux d'activité moyen des personnes âgées de 15 à 64 ans au cours de la prochaine décennie (de 69,5 % début 2000 à 68,3 % début 2010).

### **Une projection centrale actualisée de population active**

*(Actualisation provisoire en attendant les résultats du recensement de 1999 et la révision prochaine des projections)*

Sur la période 1995-2000, la confrontation des projections tendanciennes aux résultats des enquêtes Emploi met en évidence une baisse moins forte que prévue du taux d'activité des 15-24 ans (*tableau 3*), et ce malgré une hausse du nombre de bénéficiaires de stages jeunes (ces derniers étant comptés hors de la population active).

**Tableau 3 : Variation des taux d'activité tendanciels prévus et observés entre 1995 et 2000 (\*)**

(écarts en points)	Taux tendanciels prévus (y compris préretraités et dispensés de recherche d'emploi de moins de 60 ans)	Taux observés (non compris préretraités et dispensés de recherche d'emploi de moins de 60 ans)
<b>15-64 ans</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>+ 1,4</b>
15-24 ans	- 5,3	- 1,1
25-54 ans	+ 1,2	+ 0,5
55-64 ans	+ 1,3	+ 2,5
<i>dont :</i>		
55-59 ans	+ 1,5	+ 3,5
60-64 ans	- 1,1	- 0,3

Sources : Taux tendanciels : Insee-Dares ; Taux observés : estimations Insee à partir des enquêtes Emploi

(\*) Dans les deux cas, l'activité est entendue au sens du recensement, c'est-à-dire en fonction de la déclaration spontanée des individus. Les taux d'activité observés et tendanciels diffèrent néanmoins en ce qui concerne le classement des préretraités et dispensés de recherche d'emploi de moins de 60 ans. La tendance d'activité les intègre, ces derniers étant considérés comme des actifs « potentiels ». Les taux d'activité observés n'ont pas été corrigés pour intégrer ces personnes, mais il est probable qu'une partie des dispensés de recherche d'emploi se déclarent spontanément chômeurs, et donc actifs.

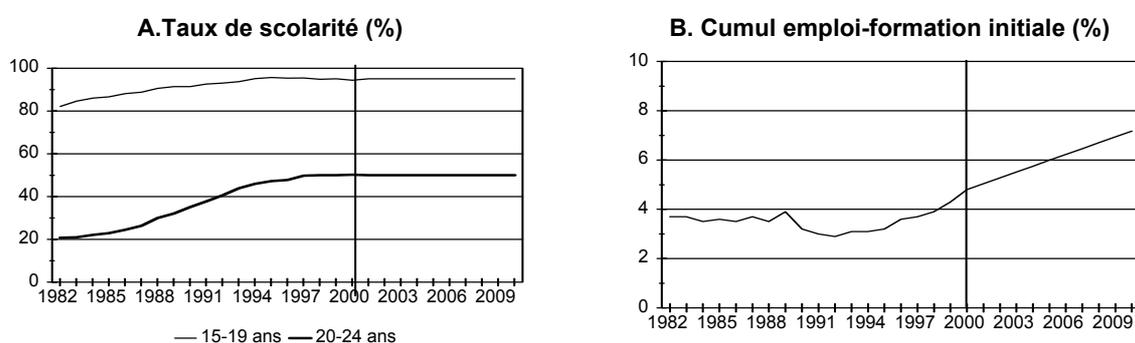
Cette activité plus soutenue que prévue des 15-24 ans s'expliquerait à la fois par un arrêt du processus d'allongement de la durée des études et par un certain développement des situations de cumul entre emploi et formation initiale<sup>4</sup>. En effet, depuis quelques années, le taux de scolarité moyen (pourcentage de jeunes, actifs ou inactifs, en cours d'études initiales) s'est stabilisé aux alentours de

<sup>4</sup> Remarquons que ces situations recouvrent à la fois les « jobs » d'étudiants et les contrats d'apprentissage.

95 % pour les 15-19 ans et de 50 % pour les 20-24 ans (*graphique 1.A*)<sup>5</sup>, d'où un fort ralentissement de la baisse du taux d'activité juvénile. Par ailleurs, les situations de cumul entre emploi et formation initiale se sont quelque peu développées au cours des dernières années : elles concernent aujourd'hui 4,8 % des jeunes de 15 à 24 ans, soit 22 % des actifs du même âge. En 1992, elles concernaient 2,9 % des jeunes et 12 % des jeunes actifs (*graphique 1.B*).

On peut dès lors envisager raisonnablement que les taux de scolarité des 15-19 ans et des 20-24 ans restent constants au cours de la prochaine décennie, stabilisés aux niveaux maximaux observés ces dernières années (*graphique 1.A*). Une des motivations à l'allongement des études - un meilleur placement dans la file d'attente pour l'emploi (cf. Forgeot et Gautié, 1997)- disparaîtrait d'ailleurs si l'emploi continuait à croître dans les années à venir au même rythme soutenu. On suppose par ailleurs que le développement des situations de cumul entre emploi et formation initiale pourrait se poursuivre au rythme moyen observé depuis 1992 (*graphique 1.B*). Dans ces conditions, le taux d'activité moyen des 15-24 ans augmenterait au cours de la prochaine décennie d'environ 3 points.

**Graphique 1 : Taux de scolarité et fréquence des cumuls emploi-scolarité entre 15 et 24 ans**



Sources : années 1982 à 2000 : Observé (enquêtes Emploi) ; années 2001 à 2010 : Scénario central actualisé (estimations Insee).

Toujours sur la période 1995-2000, on observe une augmentation plus forte que prévue du taux d'activité des 55-64 ans (*tableau 3*). Ainsi, les individus âgés de 55 à 59 ans auraient été plus fortement présents sur le marché du travail, et ce malgré la stabilité sur la période du nombre de préretraités et de dispensés de recherche d'emploi de moins de 60 ans (comptabilisés majoritairement comme inactifs dans les enquêtes Emploi). De même, le taux d'activité des 60 à 64 ans aurait diminué plus faiblement que ne le suggérait la poursuite des tendances. Rappelons néanmoins que ces constats s'appuient sur un concept d'activité un peu particulier, fondé sur la perception subjective qu'ont les individus de leur statut. Ils nécessitent sans doute un examen plus approfondi.

Une activité plus soutenue que prévue des plus âgés peut s'expliquer au moins partiellement en référence à la réforme du régime général de retraite décidée en 1993. Cette dernière a en effet durci les conditions de liquidation à taux plein par un allongement progressif de la durée de cotisation requise (de 150 trimestres en 1993 à 160 trimestres en 2003). Un tel durcissement est susceptible d'engendrer un report des sorties d'activité pour une partie des générations concernées.

L'impact de la réforme de 1993 avait été évalué à + 71.000 actifs en 2000, + 140.000 actifs en 2005, + 210.000 actifs en 2010 (Blanchet et Marioni, 1996). En intégrant cet effet et celui mentionné sur les 15-24 ans, on aboutit à un scénario central actualisé (*tableau 4*)<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> La projection tendancielle datant de 1996 retenait quant à elle une stabilisation plus tardive et à un niveau plus élevé.

<sup>6</sup> Remarquons que la comparaison entre la projection tendancielle et les résultats des enquêtes Emploi met également en évidence une hausse plus faible que prévue du taux d'activité des 25-54 ans. Cet écart, qui concerne essentiellement les femmes, pourrait s'expliquer en grande partie par la mise en place depuis 1994 de l'allocation parentale d'éducation de rang 2.

**Tableau 4 : Le scénario central actualisé**

	Nombre d'actifs au 1 <sup>er</sup> janvier (milliers)			Taux d'activité au 1 <sup>er</sup> janvier (en %)		
	1.1.2000	1.1.2006	1.1.2010	1.1.2000	1.1.2006	1.1.2010
15-24 ans	2.335	2.490	2.568	30,1	31,8	32,8
25-54 ans	22.637	22.437	22.314	88,7	89,8	90,3
55-64 ans	2.338	3.444	3.553	42,5	48,3	44,5
<b>15-64 ans</b>	<b>27.310</b>	<b>28.371</b>	<b>28.434</b>	<b>70,4</b>	<b>71,1</b>	<b>70,2</b>
<b>15 ans et plus</b>	<b>27.429</b>	<b>28.471</b>	<b>28.531</b>	<b>56,2</b>	<b>56,4</b>	<b>55,4</b>

Sources : Insee-Dares et estimations Insee - Activité au sens large (voir note 3) au sein de la population de 15 ans et plus

Selon ce nouveau scénario, la population active augmenterait plus fortement entre 2000 et 2006 (+ 174.000 personnes par an contre + 132.000 selon le scénario tendanciel). Elle continuerait par ailleurs à augmenter après 2006 (+ 15.000 personnes par an contre - 19.000 selon le scénario tendanciel). La baisse de la population active anticipée en 2006 pourrait ainsi être reportée à un terme ultérieur. A l'horizon 2010, le nombre d'actifs s'élèverait alors à 28,5 millions (750.000 actifs supplémentaires par rapport au scénario tendanciel).

### Comparaison des taux d'activité des pays de l'OCDE

Si on classe les 29 pays de l'OCDE par taux d'activité décroissant, la France se situe en 1998 en dernière position pour les 15-24 ans, en 8<sup>ème</sup> position pour les 25-54 ans et en 23<sup>ème</sup> position pour les 55-64 ans (tableau 5). Ainsi, il existerait a priori d'importantes marges pour une remontée des taux d'activité aux âges extrêmes dans un contexte économique plus favorable.

**Tableau 5 : Taux d'activité des pays de l'OCDE en 1998**

(en %)	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans	(en %)	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans
Allemagne	49,6	84,7	44,6	Italie (**)	37,9	68,3	38,5
Australie	67,6	80,0	46,6	Japon	48,3	82,1	67,1
Autriche	57,3	84,1	30,4	Luxembourg	35,3	76,7	25,1
Belgique	32,6	81,2	23,8	Mexique	54,0	69,8	54,4
Canada	62,0	84,3	48,8	Norvège (*)	63,8	87,8	68,2
Corée	31,4	75,0	61,3	Nouvelle-Zélande	65,2	81,8	58,4
Danemark	<b>71,5</b>	87,4	53,1	Pays-Bas	68,0	82,3	34,1
Espagne (*)	46,4	75,6	38,8	Pologne	37,3	82,9	34,3
Etats-Unis (*)	65,9	84,1	59,3	Portugal	45,1	80,1	49,7
Finlande	45,8	87,1	42,0	République Tchèque	49,0	88,6	38,6
<b>France</b>	<b>28,0</b>	<b>86,2</b>	<b>36,1</b>	Royaume-Uni (*)	69,5	83,3	51,0
Grèce	40,7	76,5	40,0	Suède (*)	50,0	88,0	67,5
Hongrie	40,8	77,8	<b>17,4</b>	Suisse	67,2	87,8	73,8
Irlande	48,6	76,4	43,8	Turquie	43,6	<b>61,3</b>	41,9
Islande (*)	65,5	<b>90,8</b>	<b>88,1</b>				

Source : OCDE - Activité au sens du Bureau International du Travail (BIT)

(\*) 16-24 ans au lieu de 15-24 ans.

(\*\*) 25-59 ans et 50-64 ans au lieu de 25-54 ans et 55-64 ans.

La faiblesse du taux d'activité juvénile français s'explique à la fois par l'effort particulier porté sur la formation initiale et par la rareté, contrairement au cas de nombreux pays d'Europe du Nord, des situations de cumul emploi-scolarité (cf. Guergoat et al., 1999). Quant à la faiblesse du taux d'activité des 55-64 ans, elle traduit le résultat des diverses mesures politiques ayant incité à un retrait précoce de l'activité. De telles mesures ont répondu en partie à une aspiration de certaines catégories professionnelles à un avancement de l'âge de la retraite, mais également aux difficultés de résorption du chômage. Par ailleurs, dans un contexte de pénurie d'emplois, les personnes de plus de 55 ans ont pu être plus fortement découragées de l'activité, face aux réticences des entreprises à embaucher des travailleurs âgés (cf. Blanchet et Marioni, 1996).

Pour l'avenir, tant les perspectives de croissance soutenue de l'emploi que les perspectives de réforme des régimes de retraite poussent à envisager une remontée des taux d'activité des plus jeunes et des plus âgés. Sans se prononcer sur l'ampleur d'une telle remontée, on se contentera ci-dessous de fournir certains ordres de grandeur (*tableau 6*).

En 2010, la population des 15-24 ans devrait représenter l'équivalent de celle des 55-64 ans. Ainsi, une hausse de 1 point du taux d'activité représenterait, pour l'une ou l'autre catégorie, 80.000 actifs supplémentaires. Néanmoins, pour les 15-24 ans, si on écarte l'hypothèse d'une baisse future des taux de scolarité, la hausse des taux d'activité ne pourrait être obtenue vraisemblablement que par une augmentation des cas de cumul emploi-scolarité<sup>7</sup>. Ceci signifierait alors que ces jeunes actifs supplémentaires ne seraient pas disponibles à plein temps.

**Tableau 6 : Impact d'une hausse du taux d'activité selon la catégorie d'âge concernée**

	Population totale en 2010	Equivalent en nombre d'actifs d'un point de taux d'activité
15-24 ans	7829	78
25-54 ans	24711	247
55 ans et plus	18937	189
dont :		
55-59 ans	4014	40
60-64 ans	3970	40

Source : Projections démographiques Insee

### ***Impact d'un recours plus important à l'immigration***

Le solde migratoire constitue un autre point d'incertitude sur l'évolution future de la population active. La projection tendancielle retenait un solde annuel moyen de + 50.000 personnes par an, représentant un taux d'immigration de 0,08 %. On peut néanmoins envisager l'hypothèse pour l'avenir d'un recours plus important à l'immigration, en réponse par exemple aux problèmes de pénurie de main d'oeuvre rencontrés dès aujourd'hui dans certains secteurs.

Supposons donc un doublement du solde migratoire tout au long de la prochaine décennie, ce qui correspondrait à + 100.000 migrants par an, soit encore un taux d'immigration de 0,16 %. Par comparaison, aux Etats-Unis, le taux d'immigration a été en moyenne de 0,33 % sur la période 1992-1998 (période de baisse continue du taux de chômage). En France, depuis l'après-guerre, c'est au cours des années 1955 à 1973 que l'immigration a été la plus importante. Elle a culminé en 1962, avec un solde migratoire de + 860.000 personnes traduisant l'effet massif des rapatriements d'Algérie. Sur les autres années, le solde moyen a été de + 145.000 personnes par an, soit un taux d'immigration moyen de 0,30 %.

Pour évaluer l'impact de la hausse du solde migratoire sur le nombre d'actifs, on s'appuie sur la structure moyenne par sexe et âge des migrants au cours de la période 1963-1973 (période, donc, de forte immigration). Selon cette structure, 100 migrants additionnels se répartiraient en 25 enfants et 75 adultes (dont 43 hommes et 32 femmes). En appliquant à ces migrants adultes les taux d'activité nationaux<sup>8</sup>, 100 migrants additionnels correspondraient alors à 49 actifs supplémentaires.

Le doublement du solde migratoire tout au long de la décennie induirait ainsi un surcroît d'actifs de l'ordre de 250.000 personnes à l'horizon 2010. La population active pourrait alors s'élever à 28,8 millions de personnes à la fin de la décennie (*tableau 7*).

<sup>7</sup> C'est en effet le plus souvent la fréquence des chevauchements entre emploi et formation qui explique les écarts de taux d'activité juvénile d'un pays à l'autre. Ainsi, pour les 15-29 ans, de tels chevauchements concernaient en 1998 six jeunes en formation initiale sur dix au Danemark, trois sur dix en Allemagne, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni, mais seulement un sur dix en France (Brunet et Minni, 2000).

<sup>8</sup> Il y a de grandes chances pour que les comportements d'activité des futurs immigrants soient différents, avec vraisemblablement des taux d'activité masculins plus élevés aux âges extrêmes et des taux d'activité féminins plus faibles. Néanmoins, devant la difficulté d'appréhender ces comportements potentiels, on renonce à prendre en compte cette spécificité.

**Tableau 7 : Scénario de doublement du solde migratoire**

(en milliers)	Population active au 1 <sup>er</sup> janvier			Variation annuelle moyenne	
	1.1.2000	1.1.2006	1.1.2010	2000-2006	2006-2010
<b>Scénario central actualisé</b> (+ 50.000 migrants par an)	27.429	28.471	28.531	+ 174	+ 15
<b>Variante migratoire</b> (+ 100.000 migrants par an) (Impact de la variante)	<b>27.429</b> (-)	<b>28.618</b> (+ 147)	<b>28.776</b> (+ 245)	<b>+ 198</b>	<b>+ 40</b>

Source : Insee-Dares et estimations Insee - Activité au sens large (voir note 3) au sein de la population de 15 ans et plus

---

## BIBLIOGRAPHIE

**Blanchet D. et Marioni P. (1996)**, « L'activité après 55 ans : évolutions récentes et éléments de prospective », *Economie et Statistique*, n° 300, pp. 105-119.

**Brondel D., Guillemot D., Lincot L. et Marioni P. (1996)**, « La population active devrait encore augmenter pendant une dizaine d'années », *Economie et Statistique*, n° 300, pp. 13-38.

**Brondel D., Guillemot D., Gubian A., Lincot L. et Marioni P. (1997)**, *Projections de population active 1995-2040*, Insee, « Insee Résultats », n° 115.

**Brunet F. et Minni C. (2000)**, « L'activité des 15-29 ans : stabilisation depuis 1995 », *Premières Synthèses de la Dares*, 2000.02 n° 08.3.

**Forgeot G. et Gautié J. (1997)**, « Insertion professionnelle des jeunes et processus de déclassement », *Economie et Statistique*, n° 304, pp. 53-74.

**Guergoat JC., Marchand O. et Seibel C. (1999)**, « L'évolution des marchés du travail européens dans les années 1990 », *Premières Synthèses de la Dares*, 99.07 n° 29.1.

**OCDE (1999)**, « Statistiques de la population active 1978-1998 ».